



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/EM.18/2  
21 octobre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie  
et des questions financières connexes

Réunion d'experts sur le renforcement des capacités

productives dans le domaine de l'IED: compilation de données  
et élaboration des politiques dans les pays en développement

Genève, 12-14 décembre 2005

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**STATISTIQUES RELATIVES À L'IED: COMPILATION DE DONNÉES  
ET QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE\***

Note du secrétariat de la CNUCED

**Résumé**

Les décideurs doivent pouvoir s'appuyer sur des statistiques fiables, précises et récentes sur l'investissement étranger direct (IED) et les activités des sociétés transnationales (STN) pour l'élaboration des politiques qui aideront leur pays à atteindre ses objectifs de développement. Toutefois, les systèmes de collecte et de communication des données de bon nombre de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), ne permettent pas de produire de telles informations. Il convient d'examiner les solutions possibles pour améliorer cette situation, notamment par le biais d'une coopération internationale et régionale.

Le présent document – élaboré pour la Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives dans le domaine de l'IED – est un pas en avant dans ce sens. Il aborde une série de questions non exhaustive qui méritent une attention particulière dans l'étude de la perspective de développement de l'IED et des implications découlant des activités des filiales des STN à l'étranger. Premièrement, il aborde les questions liées à la disponibilité et aux problèmes de la compilation des données statistiques de l'investissement étranger direct, y compris les fusions-acquisitions internationales, les investissements de création de capacités et les activités des STN. Deuxièmement, il examine les implications de politique générale et les diverses solutions qui pourraient être adoptées pour améliorer la situation actuelle. Le présent document comprend des informations à l'appui de ces divers points ainsi qu'une liste de questions que les experts souhaiteront peut-être examiner.

\* Le présent document a été soumis à la date susmentionnée pour des raisons techniques.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Données relatives à l'IED et aux activités des STN.....	4
1. Statistiques de l'IED .....	4
2. Fusions-acquisitions, investissements de création de capacités et investissements sans prise de participation.....	15
3. Données opérationnelles sur les activités des STN .....	17
Questions à l'intention des experts.....	19
III. Conclusions .....	19
Questions à l'intention des experts.....	24
Bibliographie .....	26
Encadrés	
1. IED et investissements étrangers de portefeuille ou autres flux d'investissement.....	5
2. Manuel des statistiques du commerce international des services.....	18
3. Objectifs et thèmes des réunions du DITEG, 2004-2005.....	20
4. Exemples de coopération technique de la CNUCED dans le domaine des statistiques de l'IED .....	23
5. Groupe de travail de l'ANASE sur les statistiques de l'IED .....	24
Graphique	
1. Importance de l'écart entre les entrées et les sorties d'IED dans le monde .....	11
Tableaux	
1. Dépenses d'investissement des filiales américaines à l'étranger et sorties d'IED des États-Unis, 2000-2003 .....	6
2. Disponibilité des données relatives aux flux d'IED, par composante, 2003-2004 ....	8
3. Entrées d'IED dans certains pays, 2002.....	10
4. Sources d'information sur l'IED: avantages et inconvénients .....	13
5. Disponibilité de données d'IED émanant de pays présentant une répartition par pays et par branche d'activité, 2003 ou dernière année disponible.....	14

## I. Introduction

1. À sa neuvième session qui s'est tenue à Genève (7-11 mars 2005), la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes a demandé au secrétariat de la CNUCED d'organiser une Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives dans le domaine de l'IED: compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement. La présente note a été établie pour faciliter et encourager les échanges de vues au cours de la Réunion d'experts, qui devrait avoir lieu du 12 au 14 décembre 2005.

2. L'investissement étranger direct (IED) est un indicateur de la participation d'un pays à la mondialisation de l'économie. Les pays en développement cherchent à attirer les IED pour diverses raisons. Par opposition aux flux d'investissements de portefeuille et aux flux de la dette, l'IED comprend plus que des ressources financières, tant au niveau des avantages que des éventuelles répercussions négatives. L'exhaustivité, l'actualité, la fiabilité et la comparabilité internationale des sources de données constituent le fondement de l'analyse de l'IED et de l'élaboration de politiques rationnelles. Les comparaisons internationales exigent toutefois une définition et méthode de mesure de l'IED uniformes, ainsi qu'un ensemble harmonisé de procédures pour la collecte et la diffusion de données relatives à l'IED. De plus, l'accroissement des activités des sociétés transnationales (STN) montre combien il est nécessaire de disposer de données fiables tant sur l'ampleur que sur les caractéristiques de leurs investissements internationaux.

3. Les activités des STN peuvent être mesurées et évaluées au moyen de diverses données. Les indicateurs les plus courants sont les statistiques de la balance des paiements relatives aux flux d'IED et celles de la position des investissements internationaux (IIP) relatives aux stocks d'IED, présentées par la CNUCED dans son Rapport sur l'investissement dans le monde. Parmi les autres indicateurs de l'importance des investissements internationaux figurent les données sur les fusions-acquisitions internationales, les projets d'IED portant sur des investissements de création de capacités ou des investissements d'extension<sup>1</sup> et diverses formes d'internationalisation sans prise de participation. Enfin, pour évaluer l'impact économique de l'IED, il convient de tenir compte des données opérationnelles qui mesurent les activités des filiales à l'étranger et des sociétés mères. Ces données peuvent mettre en lumière le rôle de ces filiales, notamment en termes de formation de capital fixe, d'emploi, de chiffre d'affaires, d'échanges, de recettes fiscales et de recherche-développement (R-D). La onzième session de la Conférence a confirmé une nouvelle fois le «rôle directeur [de la CNUCED] dans l'analyse des incidences de l'IED» et a déclaré qu'«[E]lle devrait rassembler et analyser des données et réaliser des travaux de recherche sur des questions d'investissement liées au développement

---

<sup>1</sup> L'investissement de création de capacités consiste à investir dans des installations nouvelles et à établir de nouvelles entités par le biais de l'entrée ou de l'expansion, tandis que l'expression «fusions-acquisitions» désigne les acquisitions (de) ou les fusions avec des entreprises locales existantes. Dans le cas d'une fusion internationale, les actifs et les activités de deux sociétés appartenant à deux entreprises différentes sont mis en commun pour créer une nouvelle entité juridique, et dans le cas d'une acquisition internationale, le contrôle des actifs et des activités est transféré d'une entreprise locale vers une entreprise à l'étranger, la première devenant filiale de la seconde.

[...]» (Consensus de São Paulo, TD/410, par. 51). La collecte et l'analyse des données sont indispensables à une meilleure compréhension du processus de mondialisation sous tous ses aspects, y compris son impact sur le développement. La CNUCED compile des statistiques sur l'investissement étranger direct (IED) depuis de nombreuses années.

4. Malheureusement, l'absence d'informations statistiques fiables dans bon nombre de pays a pour effet de compliquer l'établissement des comparaisons internationales et des évaluations d'impact. De plus, la rareté, le manque de fiabilité et les incohérences dans les systèmes de collecte de données et de transmission des données de nombreux pays constituent également une source de problèmes dans l'élaboration des politiques et des stratégies en matière d'IED. Même si un effort considérable a été fait pour parvenir à un système harmonisé pour la définition, la collecte et la présentation des données relatives à l'IED et aux activités des STN, des écarts profonds subsistent même au sein des pays industrialisés. Toutefois, la situation est plus préoccupante pour les pays en développement. Face à cette situation, il a été décidé d'organiser la présente Réunion d'experts. Celle-ci vise à contribuer à une meilleure compréhension de la nature des données et des problèmes connexes, à clarifier les méthodologies pour la compilation des statistiques requises, à trouver les moyens d'améliorer la situation actuelle concernant les données et à analyser les exigences de chaque pays, ainsi que le besoin d'assistance technique et de coopération internationale dans ce domaine. Il conviendrait d'attacher une attention particulière à la mise en œuvre des normes recommandées à l'échelle internationale et des solutions permettant aux autorités nationales d'élaborer et de maintenir des systèmes performants et actualisés d'information concernant l'IED et les activités des STN.

5. Cette note succincte ne traite pas les questions pertinentes sous tous leurs aspects. D'autres rapports et réunions du FMI et de l'OCDE ont également abordé des questions liées aux statistiques de l'IED. Les documents élaborés pour l'Atelier sur les statistiques de l'investissement international, organisé chaque année par l'OCDE, abordent une série de questions liées aux données relatives aux IED. Le Comité d'experts de la balance des paiements, créé sous les auspices du FMI, se réunit chaque année pour débattre de tous les aspects qui concernent les statistiques du secteur étranger. Ces dernières années, il a accordé une importance particulière à l'IED. Dans le chapitre suivant, on trouvera une présentation des principaux types de données utilisées habituellement pour évaluer l'ampleur et l'impact de l'IED pour les pays d'accueil et les pays d'origine. Ce chapitre aborde également la disponibilité, la complexité et les principaux avantages et inconvénients liés aux différents types de données. Le chapitre III énonce des conclusions et étudie les solutions envisageables aux niveaux national, régional et international pour faire face à la situation actuelle en ce qui concerne les données. Chaque chapitre soulève diverses questions que la Réunion d'experts devrait examiner et dont elle devrait débattre.

## **II. Données relatives à l'IED et aux activités des STN**

### **1. Statistiques de l'IED**

6. Les renseignements les plus largement répandus et disponibles en ce qui concerne l'expansion des activités des STN à l'étranger sont les statistiques sur les flux et les stocks d'IED. L'IED désigne un investissement accompagné d'une relation à long terme et d'un intérêt durable, ainsi que du contrôle d'une entité résidente d'un pays sur une entreprise d'un autre pays

que celui de l'investisseur<sup>2</sup>. L'IED suppose que l'investisseur dispose de larges pouvoirs dans la gestion de l'entreprise résidant dans le pays d'accueil. Ces caractéristiques propres à l'IED le distinguent de l'investissement de portefeuille, qui n'est pas supposé engendrer un intérêt important et durable, ni le contrôle de l'entreprise résidant dans le pays d'accueil (voir encadré 1). Pour des raisons pratiques, une participation de 10 % composée de parts ordinaires ou d'actions avec droit de vote dans une entreprise est le point de référence habituellement utilisé et recommandé dans les normes internationales pour établir l'existence d'un investissement direct (FMI, 1993, p. 86; OCDE, 1996, par. 8). Même si elle est quelque peu arbitraire, la limite de 10 % a été acceptée afin d'améliorer la comparabilité internationale et il est recommandé aux pays de la respecter. L'établissement de cette règle tant que seuil précis ne va pas sans causer certains problèmes, cependant, elle présente l'avantage de fournir un critère objectif, plutôt qu'un jugement subjectif, pour déterminer si un investissement à l'étranger est à considérer comme IED.

#### **Encadré 1. IED et investissements étrangers de portefeuille ou autres flux d'investissement**

Dans l'investissement direct, les motivations sont différentes de celles des investissements de portefeuille ou autres. En apportant des capitaux à long terme dans une entreprise étrangère, l'investisseur direct vise à établir avec elle une relation durable. Cet investissement peut être effectué pour accéder à des ressources naturelles et à des débouchés pour certains produits, pour accéder à une main-d'œuvre disponible, à une technologie ou à d'autres actifs, pour assurer la sécurité d'approvisionnement ou contrôler la qualité d'un produit ou d'un service en particulier, etc. En revanche, les investisseurs de portefeuille ou autres peuvent ne pas avoir l'intention d'établir une relation avec la direction de l'entreprise étrangère. Ils ne participent généralement pas à la gestion des entreprises dans lesquelles ils ont investi. Ils ont soit investi des montants relativement modestes dans des parts avec droit de vote des entreprises étrangères, soit acquis d'autres types de droits, tels que des titres de créance, sur les entreprises étrangères.

*Source:* CNUCED, informations en provenance du FMI (1993, chap. XVIII et XIX).

7. Il convient de souligner que l'IED est un élément de la balance des paiements utilisé pour mesurer les flux financiers internationaux. Il ne mesure pas l'importance réelle des investissements (bâtiments, terres, machines) effectués par les investisseurs étrangers, comme le fait notamment la comptabilité nationale du pays d'accueil. En effet, alors que les concepts et définitions de la balance des paiements et de l'IED devraient respecter les normes internationales – fixées par le FMI dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (FMI, 1993)<sup>3</sup> et la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux

<sup>2</sup> Dans ce contexte, il convient de noter que le pays de résidence est différent de la nationalité.

<sup>3</sup> Deux ouvrages complémentaires publiés par le FMI fournissent des lignes directrices plus pratiques pour la compréhension des concepts figurant dans le *Manuel*. Le *Guide pour l'établissement des statistiques de la balance des paiements* a été publié en 1995 en vue de fournir des orientations plus concrètes pour l'établissement des statistiques de la balance des paiements et des statistiques relatives à la position extérieure globale, tandis que le *Balance of Payments Textbook*, publié en 1996, devait servir de documentation de référence pour les cours du FMI concernant la balance des paiements assurés. Cette dernière publication permet

(OCDE, 1996) – ils fournissent peu d'orientations en ce qui concerne le véritable rôle économique des filiales étrangères du pays d'accueil. Les filiales à l'étranger peuvent notamment financer un investissement par le biais de l'emprunt local, or cet investissement n'apparaît pas comme flux d'IED dans la balance des paiements. On voit donc que les tendances des IED diffèrent souvent des autres indicateurs de performance économique. Dans le cas des États-Unis, les comparaisons entre les sorties d'IED et les dépenses d'investissement des filiales à participation majoritaire à l'étranger montrent que les tendances entre ces deux indicateurs sont loin d'être semblables. Dans certains pays, comme Hong Kong (Chine) et Singapour, les apports d'IED en provenance des États-Unis dépassent systématiquement les dépenses d'investissement des filiales des États-Unis à l'étranger, tandis que dans d'autres, comme l'Argentine et le Brésil, on trouve la situation contraire (tableau 1). Le premier cas montre que les flux d'IED sont une source de fonds propres, mais qu'ils ne sont pas toujours considérés comme dépenses d'investissement tandis que le deuxième cas montre que l'IED ne reflète qu'en partie les investissements effectués par des filiales à l'étranger.

**Tableau 1. Dépenses d'investissement des filiales américaines<sup>a</sup> à l'étranger et sorties d'IED des États-Unis, 2000-2003**  
(En millions de dollars)

Pays	2000		2001		2002		2003	
	Dépenses d'investissement <sup>a</sup>	Sorties d'IED						
Total mondial	110 637	142 627	110 758	124 873	110 275	115 340	114 973	151 884
dont								
Argentine	2 302	675	2 404	- 511	1 029	- 769	1 209	207
Brésil	4 008	3 350	3 335	113	3 364	339	2 287	- 266
Chine	1 589	1 817	1 629	1 912	2 139	924	1 573	1 540
Hong Kong (Chine)	1 167	4 922	514	4 787	507	1 687	674	1 725
Indonésie	1 307	683	2 253	985	1 599	1 207	1 420	72
Corée, République de	1 380	2 338	712	1 206	670	1 755	724	954
Malaisie	1 139	1 787	1 041	17	984	- 609	1 059	763
Mexique	4 252	4 203	4 936	14 226	4 784	5 171	4 179	5 667
Singapour	1 833	3 688	1 933	5 593	1 275	4 377	1 571	5 699
Venezuela	1 555	3 798	1 493	461	1 027	295	828	440

Source: États-Unis, *Bureau of Economic Analysis*; base de données IED/STN de la CNUCED.

<sup>a</sup> Dépenses d'investissement des filiales à participation étrangère majoritaire autres que les banques.

également de mieux comprendre les enjeux de la balance des paiements, à l'appui d'illustrations et d'exemples concrets.

8. Tous les pays n'appliquent pas les normes internationales convenues<sup>4</sup>, ni les mêmes systèmes de collecte de l'information. Des différences significatives existent notamment dans la manière dont les pays rassemblent les données relatives à chacune des trois composantes de l'IED à savoir, les capitaux propres, les bénéfiques réinvestis et les autres investissements (principalement les prêts internes). Par exemple, seuls 46 des 56 pays ayant répondu à l'enquête commune FMI/OCDE de 2001 sur l'application des normes méthodologiques concernant les investissements directs (FMI/OCDE, 2003) ont inclus les trois composantes des flux d'IED comme l'exigent les normes internationales (voir tableau 2). Tous les pays ayant transmis des statistiques sur les flux d'IED dans le cadre de l'enquête ont inclus, au minimum, les capitaux propres. Certains pays ne sont pas en mesure de communiquer les données relatives aux bénéfiques réinvestis étant donné qu'il n'est guère facile de les trouver dans les rapports des sociétés ou dans les études de la balance des paiements. Et même lorsqu'elles sont disponibles, ces données sont souvent transmises avec un retard important<sup>5</sup>. De nombreux pays communiquent des données sur les autres investissements, mais elles ne collectent pas nécessairement tous les titres de créance pertinents<sup>6</sup>. Parmi les pays membres de l'OCDE, seuls 12 pays ont fourni des données sur les trois composantes (FMI/OCDE, 2003). Les méthodes d'enregistrement peuvent également changer au fil du temps et causer des ruptures de série dans les données chronologiques sur l'IED. Par exemple, avant 1996, les données fournies par le Japon sur les flux d'IED excluaient les bénéfiques réinvestis, tandis que les données fournies par l'Allemagne ne couvraient pas les prêts internes à court terme. Certains pays communiquent des chiffres globaux, mais ils ne fournissent pas d'informations sur la répartition des flux entre les trois composantes. Enfin, certains pays ne collectent aucune donnée d'IED. C'est le cas pour certains pays des Caraïbes (les îles Caïmanes et les îles Vierges britanniques, notamment) et bon nombre de PMA (l'Afghanistan, la Somalie et Samoa, notamment). Dans ce cas, les données relatives aux investissements réalisés dans ces pays sont transmises par les principaux pays investisseurs et sont utilisées comme indicateur supplétif<sup>7</sup>. Plus préoccupante est la couverture fragmentaire des statistiques de l'IED fournies par les pays en développement qui établissent ces données.

---

<sup>4</sup> Par exemple, l'enquête commune FMI/OCDE de 2001 sur l'application des normes méthodologiques concernant les investissements directs (*Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment – SIMSDI*) montre que certains pays tels que le Chili, l'Indonésie, Israël, l'Italie, les Philippines et la Turquie se réfèrent à un seuil de participation autre que 10 %, tandis que d'autres (par exemple la Croatie, la République de Corée et les Pays-Bas) ajoutent une condition au seuil de 10 %, à savoir la participation effective à la direction de l'entreprise (FMI/OCDE, 2003).

<sup>5</sup> Sur 34 pays industrialisés, seule la Grèce n'a transmis aucune donnée sur les bénéfiques réinvestis en 2003.

<sup>6</sup> Ces titres de créance comprennent les obligations et les titres du marché monétaire, les prêts à long terme, les prêts à court terme, les crédits-bails et les créances commerciales.

<sup>7</sup> La CNUCED utilise notamment cette méthodologie dans son Rapport sur l'investissement dans le monde. Pour plus d'information, voir *Definitions and sources*, CNUCED (2005).

**Tableau 2. Disponibilité des données relatives aux flux d'IED, par composante, 2003-2004**

Entrées				Sorties			
Pays qui communiquent les trois composantes de données d'IED (46)	Pays qui <i>ne communiquent pas</i> certaines composantes de données d'IED			Pays qui communiquent les trois composantes de données d'IED (39)	Pays qui <i>ne communiquent pas</i> certaines composantes de données d'IED		
	Dépenses d'investissement (0)	Bénéfices réinvestis (8)	Autres capitaux (3)		Dépenses d'investissement (5)	Bénéfices réinvestis (13)	Autres capitaux (12)
Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique <sup>a</sup> , Bolivie, Botswana, Canada, Chili <sup>b</sup> , Costa Rica, Croatie, Danemark <sup>b</sup> , Équateur, Espagne <sup>a</sup> , Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Hong Kong (Chine), Hongrie <sup>a</sup> , Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Luxembourg <sup>a</sup> , Malaisie <sup>a</sup> , Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigéria <sup>a</sup> , Norvège, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie <sup>a</sup> , Royaume-Uni, États-Unis	Afrique du Sud, Grèce, Indonésie, Koweït, République de Corée, Singapour, Thaïlande, Tunisie	Colombie, Koweït, Slovaquie		Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique <sup>a</sup> , Botswana, Canada, Costa Rica, Croatie, Espagne <sup>a</sup> , Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Hong Kong (Chine), Hongrie <sup>a</sup> , Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan <sup>a</sup> , Lettonie, Luxembourg <sup>a</sup> , Malaisie <sup>a</sup> , Nouvelle-Zélande, Nigéria <sup>a</sup> , Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie <sup>a</sup> , Royaume-Uni, États-Unis	Bolivie, Équateur, Guatemala, Indonésie, Mexique	Afrique du Sud, Danemark, Équateur, Grèce, Guatemala, Indonésie, Koweït, Mexique, Pérou, Philippines, Slovaquie, Tunisie	Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Indonésie, Koweït, Mexique, Pérou, Philippines, Slovaquie, Tunisie

Source: FMI/OCDE 2003 et informations supplémentaires fournies par la CNUCED.

Note: Basé sur 56 pays.

<sup>a</sup> Données relatives à 2004.

<sup>b</sup> Données relatives à 2003.

9. Bien que des progrès aient été réalisés au cours des dernières années, la couverture et la qualité des données d'IED dans un certain nombre de pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), sont souvent inappropriées dans le cadre de l'analyse et de l'élaboration des politiques. Le respect des normes internationales est de plus en plus indispensable pour fournir des informations de qualité en matière d'IED et évaluer les incidences de l'IED sur le développement du pays d'accueil.

10. Les données sur les flux financiers d'IED devraient être enregistrées sur une base nette. À l'instar des éléments du compte courant de la balance des paiements, les entrées du compte financier (y compris les composantes d'IED) devraient, en théorie, être enregistrées sur une base nette (FMI, 1993, par. 511). En d'autres termes, les désinvestissements, les flux inverses (investissements d'une filiale étrangère dans la maison mère), les prêts consentis par des filiales étrangères à la maison mère ou les remboursements de prêts internes aux maisons mères

devraient être déduits des nouveaux flux d'IED lors du calcul du montant global des flux d'IED. Ces transactions devraient être répercutées tant dans les entrées d'IED (dans le pays d'accueil) que dans les sorties d'IED (dans le pays de l'investisseur). Cependant, il est difficile de déterminer dans quelle mesure les responsables des données d'IED respectent les principes directeurs établis. Les diverses méthodes appliquées dans ce domaine constituent une source d'erreur supplémentaire lors de la comparaison des données d'IED entre pays. À titre d'exemple, seuls 8 des 27 pays membres de l'OCDE ont inclus les flux inverses dans l'enquête commune FMI/OCDE de 2001 évoquée ci-dessus (FMI/OCDE, 2003, p. 39).

11. En théorie, les entrées et sorties d'IED devraient s'équilibrer à l'échelle mondiale, cependant, étant donné les différences qui subsistent dans l'interprétation de la définition d'IED et dans la compilation et la communication des statistiques, c'est rarement le cas. Par exemple en 2004, les pays ont annoncé des sorties d'IED pour un montant total de 730 milliards de dollars des États-Unis contre 648 milliards de dollars seulement pour les entrées d'IED (CNUCED, 2005). Cet écart s'est creusé au cours des dernières années (voir graphique 1): cette disparité reflète également les problèmes rencontrés dans le calcul et l'enregistrement des opérations de fusions-acquisitions dans les statistiques de la balance des paiements. Comme nous le verrons plus loin, certaines années, les fusions-acquisitions constituent le mode d'IED principal<sup>8</sup>. Le tableau 3 montre que les écarts bilatéraux entre les données d'IED communiquées par les pays d'origine et les pays d'accueil peuvent également être importants.

---

<sup>8</sup> De même, les taux de croissance des entrées et sorties d'IED n'évoluent pas nécessairement de la même façon et, parfois même, ils évoluent de façon divergente (notamment en 1974, 1980, 1981, 1983, 1985 et 2003).

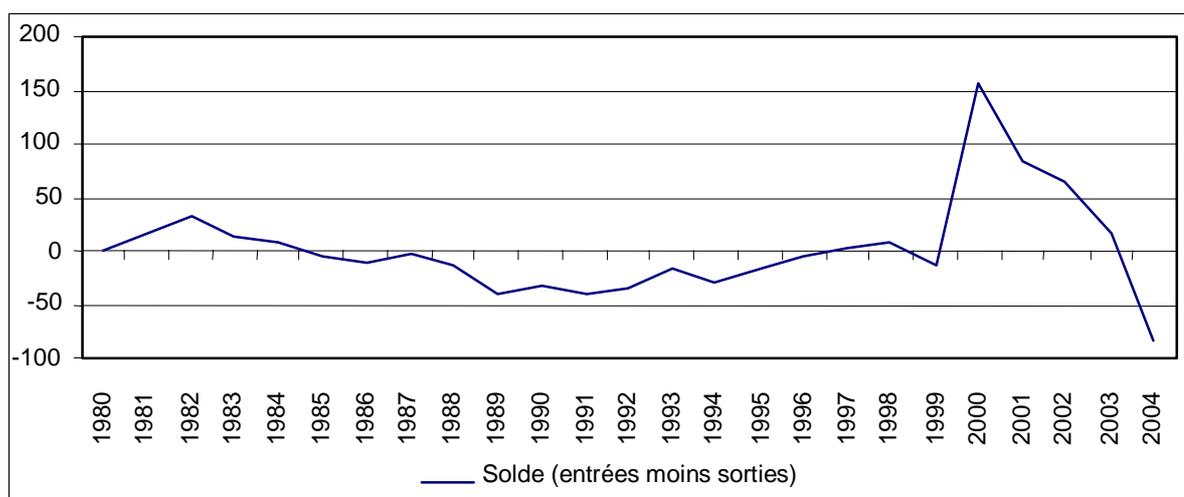
**Tableau 3. Entrées d'IED dans certains pays, 2002**  
(En millions de dollars)

Pays	Entrées d'IED au Brésil		Entrées d'IED en Chine		Entrées d'IED en Allemagne		Entrées d'IED au Mexique		Entrées d'IED au Maroc		Entrées d'IED en Thaïlande		Entrées d'IED aux États-Unis	
	Transmises par le Brésil	Transmises par le pays investisseur	Transmises par la Chine	Transmises par le pays investisseur	Transmises par l'Allemagne	Transmises par le pays investisseur	Transmises par le Mexique	Transmises par le pays investisseur	Transmises par le Maroc	Transmises par le pays investisseur	Transmises par la Thaïlande	Transmises par le pays investisseur	Transmises par les États-Unis	Transmises par le pays investisseur
Afrique du Sud	6	..	..	..	-296	..	..	..	..	..	..	..	-65	..
Allemagne	628	80	928	887	..	..	587	261	42	-3	10	19	-842	-7 865
Australie	4	..	..	-52	1 076	-309	..	..	..	..	-14	..	6 081	3 874
Autriche	35	-22	67	13	1	187	7	17	..	..	15	8	960	74
Belgique	45	-30	124	8	5 699	5 777	85	..	..	-18	-19	-15	-2 887	-2 711
Brésil	..	..	..	..	21	..	..	..	..	..	..	..	426	..
Canada	989	..	588	..	-168	..	172	..	..	..	18	..	2 976	9 841
Chine	10	..	..	..	-153	..	-2	..	..	..	19	..	-129	..
Danemark	93	22	71	57	-39	1 203	164	..	..	..	3	4	814	563
Espagne	587	702	92	24	2 158	1 861	648	1 877	33	51	-	..	53	..
États-Unis	2 615	339	5 424	924	1 955	-216	9 553	5 171	29	-5	-236	1 501	..	..
Finlande	4	-130	65	-106	-1 738	-119	25	84	..	..	38	23	-478	-1 475
France	1 815	943	576	563	3 529	5 531	261	212	198	244	-11	208	6 678	15 556
Hong Kong (Chine)	12	..	17 861	15 938	-124	..	..	..	..	..	25	333	586	923
Irlande	53	..	13	..	2 096	2 538	115	..	..	..	55	..	1 288	400
Italie	473	..	177	..	320	..	33	..	7	..	3	..	220	..
Japon	504	741	4 190	2 608	97	576	157	240	1	..	635	524	6 061	7 587
Luxembourg	1 013	..	14	..	-475	..	45	..	..	..	-13	..	1 288	..
Malaisie	-	..	368	81	92	8	..	2	..	1	-16	12	-55	1 504
Maroc	..	..	..	..	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	24	..	..	..	-27	..	..	..	..	..	1	..	2 099	..
Norvège	60	..	..	..	2 067	2 397	..	..	..	..	15	..	675	424
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	222	..	..	..	..	..	1	..	118	-530
Pays-Bas	3 372	1 389	572	156	9 747	6 629	1 196	-455	20	-42	-729	336	5 650	-8 207
Philippines	..	..	186	..	-17	..	..	..	..	..	-0	..	18	..
Portugal	1 019	136	10	-	-80	-35	12	-27	21	-91	0	..	-21	64
Province chinoise de Taiwan	13	..	3 971	..	136	..	14	..	..	..	73	..	31	..
République de Corée	4	..	2 721	..	-216	..	31	..	..	..	41	..	-237	..
République tchèque	..	-1	..	1	107	-1	..	-	..	..	..	..	20	8
Royaume-Uni	474	25	896	1 135	7 660	12 699	1 160	1 407	26	..	222	-82	23 941	-1 475
Singapour	20	..	2 337	..	-122	..	50	..	..	..	1 237	..	-514	..
Suède	205	-157	100	41	551	-94	-38	-402	..	2	10	12	386	492
Suisse	347	-394	..	-41	-222	159	423	118	19	17	15	107	6 566	2 182
Thaïlande	..	..	188	16	9	-23	..	..	..	..	..	..	-3	28

Source: Base de données IED/STN de la CNUCED.

12. Les flux d'IED sont un indicateur utile de l'évolution des flux de capitaux internationaux des sociétés transnationales. En revanche, les données sur les stocks d'IED peuvent mieux refléter l'importance générale des entreprises étrangères dans chaque pays et dans l'économie mondiale en général. Les stocks d'IED – estimés à 9 000 milliards de dollars au total pour l'année 2004 – indiquent la valeur de la part des capitaux et des réserves (y compris les bénéfices réinvestis) des filiales étrangères attribuées à la société mère, ainsi que les engagements nets des filiales envers la société mère. Les données sur les stocks d'IED sont présentées dans l'état statistique de la position extérieure globale d'un pays (IIP), qui donne le stock des actifs financiers et des créances d'une économie à un moment précis. Toutefois, certains pays transmettent des données de stock sur la base des flux d'IED cumulés. Cette méthode, qui a pour effet d'accentuer encore le manque de fiabilité des données, ne permet pas de déterminer correctement les réinvestissements, de réévaluer les actifs, etc. Les révisions récentes des données de la Chine concernant le stock d'IED entré dans le pays montrent comment des méthodes différentes de collecte de données peuvent faire fluctuer les données relatives aux recettes: le stock d'IED de la Chine en 2003 est aujourd'hui estimé à 228 milliards de dollars, contre quelque 500 milliards de dollars avant la révision<sup>9</sup>.

**Graphique 1. Importance de l'écart entre les entrées et les sorties d'IED dans le monde**  
(En milliards de dollars)



Source: CNUCED.

13. La réconciliation des flux d'activités, dans le compte financier, avec les variations de stocks pour une période donnée est une opération importante. Alors que les comptes de la balance des paiements se limitent à enregistrer ou à refléter les transactions, une variation de stocks apparaissant dans la position extérieure globale peut être attribuée non seulement aux

<sup>9</sup> La révision a été effectuée par le Ministère chinois du commerce sur la base des méthodes statistiques et comptables chinoises et des hypothèses suivantes: les entrées d'IED en Chine étaient à 95 % des investissements de création de capacités, eux-mêmes consacrés à 95 % à des immobilisations (CNUCED, 2005).

transactions (flux financiers), mais aussi à des ajustements de valeur dus à des variations des changes et des prix, ainsi qu'à d'autres ajustements (par exemple, opérations de reclassement, sorties du bilan, expropriations, annulation unilatérale de la dette et erreurs de mesures). Quatre-vingt-un pays sur 200 couverts par le *Rapport sur l'investissement dans le monde* ont communiqué leur stock d'entrées d'IED pour 2003 (CNUCED, 2005). Et même parmi les pays qui collectent et transmettent des données sur les stocks, les méthodes d'évaluation diffèrent. Certains pays fondent par exemple leur évaluation sur les prix du marché, tandis que d'autres utilisent les valeurs comptables. Ces différences ont pour effet de compliquer les comparaisons entre pays<sup>10</sup>. À cet égard, la possibilité de réaliser une enquête coordonnée à l'échelle internationale sur la position d'investissements internationaux est actuellement à l'étude au FMI, en concertation avec la BCE, Eurostat, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale. Si le projet aboutit, cette enquête constituera une étape importante dans l'amélioration de la collecte des données sur les stocks d'IED basée sur des méthodologies communes.

14. Comme indiqué ci-dessus, les pays appliquent diverses méthodologies pour la collecte de données sur les flux et les stocks d'IED. Le Système de communication des transactions internationales (SCTI), un système de contrôle des avoirs en devises largement utilisé par les banques centrales, relève les transactions internationales sur la base de formulaires soumis par les entreprises et collectés par les banques des différents pays. Selon l'enquête commune FMI/OCDE de 2001 (FMI/OCDE, 2003), 25 pays sur 61 utilisent cette méthodologie<sup>11</sup>. D'une manière générale, le SCTI présente certaines limites: par exemple, le manque de renseignements suffisants concernant les transactions ne permet pas d'effectuer une classification appropriée des statistiques de l'IED par branche d'activité et par pays; le système couvre uniquement les opérations de caisse en devises; il ne tient pas compte des bénéfices réinvestis et ne fournit pas d'informations sur le stock d'IED. Les enquêtes auprès des entreprises peuvent être envisagées comme une solution alternative ou une méthode complémentaire. Parmi les autres sources possibles de données relatives à l'IED figurent les sources administratives telles que les organismes de promotion de l'investissement, les bureaux de recettes fiscales et les organismes statistiques nationaux. Chaque source a ses avantages et ses inconvénients (voir tableau 4).

---

<sup>10</sup> Par exemple, la valeur du stock d'entrées d'IED des États-Unis pour 2003 était de 1 400 milliards de dollars en valeur comptable et de 2 400 milliards de dollars aux prix du marché (Département du commerce des États-Unis, 2005).

<sup>11</sup> Le SCTI fournit des informations concernant la vente ou l'achat des devises utilisées dans la transaction, la valeur de la transaction, le pays de la partie non résidente et l'objet de la transaction. Le SCTI mesure les opérations de caisse *individuelles*.

**Tableau 4. Sources d'information sur l'IED: avantages et inconvénients**

Sources	Avantages	Inconvénients
SCTI	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une grande partie des informations nécessaires est souvent directement disponible auprès des banques</li> <li>• Il n'est pas nécessaire de rassembler d'autres données pour les pays qui appliquent déjà ce système pour la compilation des statistiques de la balance des paiements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En général, le système couvre uniquement les opérations de caisse. L'IED concerne souvent des opérations hors caisse</li> <li>• (bénéfices réinvestis, participations sous forme de biens d'équipement et endettement intra-entreprise). Des collectes de données supplémentaires sont rendues nécessaires pour inclure ces opérations de manière appropriée</li> <li>• La classification pose certains problèmes et les transactions ne sont pas suffisamment détaillées</li> <li>• Le SCTI ne permet pas toujours de disposer directement d'informations sur les niveaux d'investissement</li> <li>• Les opérations effectuées en monnaie du pays ou via des comptes courants avec des banques non résidentes sont difficiles à mesurer</li> </ul>
Enquêtes auprès des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles assurent l'enregistrement de toutes les transactions liées à l'IED et des stocks d'investissement par les répondants</li> <li>• Les données sur d'autres activités économiques liées à l'IED peuvent être collectées à des fins d'analyse et de contrôle de la qualité</li> <li>• Elles créent les meilleures conditions pour expliquer, à ceux qui fournissent les renseignements, le concept d'IED et le traitement de transactions particulières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le maintien de listes complètes d'entreprises effectuant des opérations d'IED peut s'avérer difficile</li> <li>• Les pays qui n'utilisent ordinairement pas les enquêtes auprès des entreprises pour l'analyse de la BDP supporteront des coûts additionnels pour l'établissement et la réalisation d'enquêtes spécialisées en matière d'IED</li> </ul>
Sources administratives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations peuvent être directement disponibles en tant que sous-produits de services administratifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations peuvent manquer de précision</li> <li>• Il est rare que des services administratifs soient organisés en fonction des exigences de la balance des paiements</li> <li>• Intervalle de temps entre l'approbation et l'investissement proprement dit</li> <li>• Les données sur le revenu (y compris les bénéfices réinvestis), les désinvestissements et les dépenses d'investissement effectives peuvent ne pas être disponibles</li> <li>• Informations limitées sur les transactions sans prise de participation</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations sur les stocks d'investissement calculés aux prix du marché ne sont généralement pas disponibles</li> <li>• Le processus d'approbation peut porter uniquement sur l'investissement dans des branches d'activité données ou l'investissement au-delà de certains seuils</li> <li>• D'une façon générale, les approbations concernent uniquement les entrées d'IED dans le pays déclarant et non pas les sorties d'IED</li> </ul>
--	---

*Source:* CNUCED, informations en provenance du FMI (1993, par. 696 à 698).

15. Les informations concernant les données de flux et de stocks d'IED par pays d'origine et par branche d'activité constituent un élément de premier ordre dans le cadre de l'analyse. À titre d'exemple, sur un total de 195 pays, 60 transmettent une ventilation des entrées d'IED par branche d'activité et 66 d'entre eux une ventilation des entrées d'IED par pays (voir tableau 5). Seuls quelques pays, principalement des pays industrialisés, fournissent une répartition complète et détaillée de l'IED. L'absence de données détaillées sur les flux d'IED sortants, ainsi que sur les entrées et sorties de stocks d'IED est encore plus manifeste (voir tableau 5).

**Tableau 5. Disponibilité de données d'IED émanant de pays présentant une répartition par pays et par branche d'activité, 2003 ou dernière année disponible**  
(Nombre de pays)

Catégorie d'IED	Pays en développement						
	Pays industrialisés	Total	Afrique	Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	Europe centrale et de l'Est <sup>a</sup>	Monde
Entrées par pays	19	42	5	13	24	5	66
Entrées par branche d'activité	18	38	3	13	22	4	60
Sorties par pays	19	9	1	0	8	2	30
Sorties par branche d'activité	19	7	1	1	5	2	28
Entrées de stocks par pays	20	18	1	4	13	5	43
Entrées de stocks par branche d'activité	17	16	0	5	11	6	39
Sorties de stocks par pays	19	9	0	1	8	4	32
Sorties de stocks par branche d'activité	15	7	0	1	6	4	26
Nombre de pays couverts	26	150	53	57	40	19	195

*Source:* CNUCED, informations de sources nationales.

<sup>a</sup> Inclut les nouveaux états membres de l'UE.

## 2. Fusions-acquisitions, investissements de création de capacités et investissements sans prise de participation

16. Les sociétés transnationales peuvent s'étendre à l'étranger de diverses manières. Les deux formes principales d'accès au marché sont l'investissement de création et la fusion-acquisition<sup>12</sup>. L'entreprise peut également exercer son influence sur des activités à l'étranger par le biais d'investissements sans prise de participation. Les données sur les IED de création et les fusions-acquisitions ne sont généralement pas renseignées séparément dans les statistiques de la balance des paiements. Quant aux investissements sans prise de participation, ils ne figurent pas dans les statistiques de la balance des paiements s'ils n'impliquent pas des opérations financières internationales (hormis pour les bénéfices réinvestis). Certaines données transmises à titre privé peuvent cependant être considérées comme sources d'information complémentaires.

17. Étant donné que l'IED par le biais de la fusion-acquisition peut avoir un impact différent de celui de l'investissement de création dans le pays d'accueil et le pays d'origine, il est utile de déterminer le rôle exercé par cette forme d'accès au marché dans les différents pays. Ces quelque 20 dernières années, les fusions-acquisitions internationales ont gagné de plus en plus d'importance dans les flux mondiaux d'IED. Les fusions-acquisitions ont été à l'origine d'une forte croissance de l'IED durant les années 90, atteignant un sommet en 2000, notamment parmi et dans les pays industrialisés (CNUCED, 2000). Quand bien même la fusion-acquisition suppose le rachat d'actifs et d'entreprises existants, la comptabilité de la société visée ne s'en trouve pas modifiée (pour autant qu'aucun apport nouveau de capital n'ait eu lieu) étant donné qu'il s'agit seulement d'un changement de propriété. Une fusion-acquisition doit figurer dans le compte financier de la balance des paiements pour autant qu'il s'agisse d'une transaction internationale en capital. Toutefois, cela n'équivaut pas nécessairement à une augmentation nette du stock de capital dans le pays d'accueil.

18. La plupart des données relatives aux fusions-acquisitions internationales sont publiées par les banques d'investissement et les cabinets de consultants. Le problème de ces données est qu'elles souffrent de l'absence d'une définition commune de la fusion-acquisition. Par ailleurs, le caractère fluctuant des données collectées constitue un autre problème. Par exemple, les données sur les fusions-acquisitions peuvent être compilées en fonction de l'annonce ou de l'aboutissement de la fusion-acquisition. Quoi qu'il en soit, malgré les différences, les principales tendances qui se dégagent des diverses sources de données restent les mêmes. Les comparaisons entre les données d'IED et les données sur les fusions-acquisitions internationales ne sont pas évidentes. Par exemple, les données d'IED sont présentées sur une base nette, tandis que les données sur les fusions-acquisitions sont exprimées en valeur totale de transaction des opérations individuelles. Par ailleurs, les fusions-acquisitions internationales ne débouchent pas nécessairement sur des flux internationaux de capitaux (CNUCED, 2000)<sup>13</sup> et les fusions-acquisitions réalisées par le biais d'un échange de titres créent des difficultés

---

<sup>12</sup> Définition, voir la note de bas de page 1.

<sup>13</sup> À titre d'exemple, si une entreprise allemande acquiert une société aux États-Unis et si elle finance cette opération au moyen de fonds levés sur le marché américain des capitaux, les capitaux ne traverseront pas la frontière et l'opération ne donnera pas lieu à un enregistrement d'IED.

supplémentaires dans la compilation de ces opérations à des fins de statistiques de la balance des paiements<sup>14</sup>.

19. Ces dernières années, certaines entreprises privées ont également commencé à produire de l'information sur l'IED en rapport avec les projets d'investissement de création et d'expansion<sup>15</sup>, bien que ces bases de données enregistrent généralement les projets d'IED *annoncés*.

L'information est obtenue auprès des médias, d'organisations sectorielles, d'organismes de promotion de l'investissement et de sociétés d'études de marché. L'utilisation de ces données est limitée vu qu'elles ne reflètent pas nécessairement la mise en œuvre effective des projets et que la couverture géographique ainsi que d'autres aspects liés à la méthodologie varient en fonction de la source. Toutefois, l'information sur les projets d'IED peut compléter les données d'IED de la balance des paiements en fournissant des renseignements détaillés sur les entreprises, les branches d'activité et la localisation de ces opérations. À l'instar des données sur les fusions-acquisitions, les données relatives aux projets de création de capacités et d'expansion sont difficilement comparables aux données de la balance des paiements en ce qui concerne l'IED étant donné qu'elles ne mesurent pas les apports de capitaux en provenance de l'étranger.

20. Les investissements sans prise de participation concernent un vaste éventail d'activités des STN, notamment la sous-traitance, les arrangements contractuels (par exemple, délocalisation, accords de rachat, marchés clefs en main, coentreprises sans capital-actions, product-sharing), les alliances stratégiques, y compris les contrats de R-D, le franchisage et les accords de licence, qui peuvent également contribuer au développement du pays d'accueil. Les investissements sans prise de participation sont monnaie courante dans le secteur des services, ainsi que dans certaines branches d'activité en rapport avec les ressources naturelles. Alors que des informations sur ces formes d'investissement peuvent être obtenues en partie par le biais des données sur les redevances et les droits de licence fournies dans les statistiques de la balance des paiements<sup>16</sup>, le type de l'arrangement conclu, la valeur de l'opération, les noms des partenaires et – élément

---

<sup>14</sup> L'échange de titres est fréquemment utilisé pour financer de grandes opérations étant donné que la dimension de celles-ci rend le règlement au comptant quasi impossible. À titre d'exemple, l'opération Daimler-Chrysler en 1998, qui portait sur une valeur de transaction de 40 milliards de dollars des États-Unis, n'a pas eu d'incidence directe sur la balance des paiements des pays concernés: l'entrée de capitaux (en IED) qui a résulté de l'acquisition du stock de Chrysler par Daimler a été compensée par la sortie de capitaux enregistrée dans le compte portefeuille qui résultait de la distribution aux actionnaires de Chrysler du stock de la nouvelle entreprise, Daimler-Chrysler (CNUCED, 2000).

<sup>15</sup> La base de données LOCOmonitor de OCOconsulting et la base de données universelle *Business Consulting Services' Global Locations* d'IBM constituent des exemples.

<sup>16</sup> Que l'on peut décrire comme suit: encaissements et décaissements des résidents et des non-résidents pour: i) l'utilisation autorisée d'actifs non produits intangibles, non financiers et de droits de propriété, tels que marques de fabrique, droits d'auteur, brevets, procédés, techniques, dessins industriels, droits de fabrication, droits de franchise, etc., et ii) l'utilisation, par le biais d'accords de licence, d'originaux produits ou de modèles expérimentaux, tels que manuscrits, films, etc.

peut-être encore plus important – l'importance de ce type d'activité exercée par les STN sont manquants.

### 3. Données opérationnelles sur les activités des STN

21. Les données dont il est question ci-dessus sont avant tout utiles lorsqu'on cherche à mesurer l'ampleur de l'IED. Elles ne fournissent pas beaucoup d'informations sur les activités effectivement menées par les sociétés mères et les filiales étrangères. Un ensemble de données sur les activités économiques des sociétés mères et des filiales étrangères est nécessaire si l'on souhaite obtenir une idée plus claire de l'importance des STN dans le pays d'accueil. Les données opérationnelles fournissent des informations sur la production (chiffre d'affaires, valeur ajoutée), le travail (emploi, niveaux des salaires), les échanges (exportations et importations), les politiques d'innovation (dépenses de R-D), le paiement des impôts, etc. L'existence de ces informations est importante pour les décideurs pour évaluer l'impact économique de l'IED et établir des mesures visant à maximiser les retombées bénéfiques de l'IED dans le pays d'accueil. Parallèlement, pour le pays d'origine, les données opérationnelles des STN installées sur son territoire sont importantes pour le suivi de la performance de leurs filiales étrangères et l'évaluation du niveau d'intégration du pays dans l'économie mondiale par le biais de l'investissement à l'étranger.

22. La méthodologie suivie pour la compilation des statistiques sur les opérations des STN est moins développée que celle utilisée pour l'évaluation des flux et des stocks d'IED. De plus, un nombre relativement réduit de pays rassemblent ces données, qui sont habituellement collectées par le biais de leurs propres enquêtes auprès des entreprises. Cependant, la nécessité de pouvoir disposer de données opérationnelles est de plus en plus reconnue tant par les organismes statistiques nationaux que par les organisations internationales. Le Manuel des statistiques du commerce international des services est un document de référence élaboré conjointement par des organisations internationales telles que le FMI, l'OCDE, l'OMC, la Division de statistique de l'ONU, l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et la CNUCED (Nations Unies *et al.*, 2002). Il analyse les concepts clef et les définitions pertinentes et formule des recommandations générales pour la collecte de ces statistiques (voir encadré 2). Au niveau des pays, par exemple, un projet d'entreprise multinationale (*Multinational Enterprise Project*) coordonné par l'office statistique national du Canada (Statistique Canada) – et impliquant plusieurs STN des pays participants – vise à mesurer les activités des STN sur la base de méthodologies normalisées et coordonnées<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Voir, notamment, le document présenté par Statistique Canada pour la Conférence des statisticiens européens, «Rapport d'activité du 10 mai 2004 concernant le projet d'entreprise multinationale» (CES/2004/WP.2, 11 mai 2004).

### **Encadré 2. Manuel des statistiques du commerce international des services**

L'Équipe spéciale des statistiques du commerce international de services – comprenant le FMI, l'OCDE, l'OMC, la Division de statistique de l'ONU, Eurostat et la CNUCED – a été créée par la Commission de statistique des Nations Unies en 1994 et s'est attachée, en 1996, à la préparation d'un manuel (destiné essentiellement aux compilateurs de statistiques) en vue d'instaurer un système approuvé au niveau international pour la compilation et la communication des données statistiques du commerce international des services. Ce manuel vise à faciliter la comparabilité des données statistiques du commerce international des services. Il couvre le commerce des services entre résidents et non-résidents et les services fournis par les entreprises locales sous contrôle étranger. Ces derniers sont repris dans les statistiques du commerce des filiales étrangères. Le chapitre IV du Manuel est consacré à la mesure des opérations des filiales étrangères. Le chapitre insiste en particulier sur les transactions entre les différentes parties afin de déterminer l'importance de la mondialisation des services.

L'Équipe spéciale interorganisations a atteint la phase de mise en œuvre des recommandations figurant dans le Manuel. Les questions relatives à l'assistance technique et au suivi de la collecte, de la diffusion et de la qualité des statistiques du commerce international des services et de celles du commerce des filiales étrangères, ainsi que les points à traiter concernant l'actualisation du Manuel, figurent actuellement à l'ordre du jour des débats de l'Équipe spéciale.

*Source:* CNUCED.

23. Les concepts relatifs à l'*investissement étranger* et aux *filiales étrangères* (y compris, entre autres, les concepts de propriété, de résidence et d'évaluation), dont l'utilisation est recommandée dans les statistiques opérationnelles, sont fondés sur les concepts développés par les Nations Unies et le FMI, respectivement dans le Système de comptabilité nationale (SCN) et la balance des paiements. Ils ont été développés dans le Manuel des statistiques du commerce international des services par les organisations précitées. Les parties prenantes sont en général tombées d'accord, sauf sur quelques points. Les principaux points qui continuent à faire débat concernent, notamment, la question de savoir si les données doivent être collectées uniquement pour les filiales et les succursales étrangères à capitaux étrangers majoritaires ou également pour les entreprises associées étrangères, et s'il convient d'attribuer la propriété d'une entreprise d'investissement direct à son propriétaire étranger direct ou à son bénéficiaire effectif. Les recommandations du Manuel concernant les variables opérationnelles sont, dans une large mesure, basées sur des concepts utilisés dans le SCN. En ce qui concerne les filiales étrangères, le Manuel recommande que les pays rassemblent au minimum les données ci-après: nombre de filiales, chiffre d'affaires, production, emploi, valeur ajoutée, exportations et importations<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> Liste des variables recommandées dans le Manuel des statistiques du commerce international des services qui devraient «se fonder avant tout sur l'intérêt qu'elles revêtent pour la mise en œuvre de l'AGCS et l'analyse du phénomène de globalisation» (Nations Unies *et al.*, 2002, chap. IV).

### Questions à l'intention des experts

24. Au vu de ce qui précède, les experts souhaiteront peut-être débattre des questions ci-après qui concernent les données sur les flux et les stocks d'IED et les activités des STN:

- Quelles sont les principales utilisations des différents types de données en matière d'IED et de STN, en particulier pour les décideurs des pays en développement?
- Quelle méthodologie convient-il d'utiliser pour la collecte de données, compte tenu de la rareté des ressources financières et humaines dans les pays en développement et des besoins des décideurs de ces pays?
- Comment peut-on mesurer les investissements sans prise de participation qui ne sont pas couverts dans les statistiques de l'IED, ni dans la liste des variables actuellement recommandée en ce qui concerne les activités des STN?

### III. Conclusions

25. L'exposé ci-dessus des différentes sources de données liées à l'IED et aux activités des STN montre la nécessité d'appliquer les normes internationales existantes. Les directives internationales concernant la compilation de données d'IED doivent également être revues, compte tenu des changements récents intervenus dans le mode d'investissement des STN et les types d'activités dans un environnement économique international de plus en plus mondialisé et libéralisé. Les directives du FMI et de l'OCDE font actuellement l'objet d'un réexamen et devraient apporter des méthodologies et des définitions nouvelles en matière d'IED pour 2008. Un groupe technique d'experts en investissement direct (DITEG) a été créé conjointement par le FMI et l'OCDE en 2004 en vue de fournir des services consultatifs d'expert sur la révision du Manuel de la balance des paiements du FMI et de la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux. Ce groupe, dont Eurostat, la BCE et la CNUCED ont été membres, a organisé un débat et élaboré des recommandations concernant quelque 30 questions liées aux statistiques de l'IED en se fondant sur la balance des paiements (voir encadré 3). Le débat se poursuit à l'OCDE concernant certaines questions non résolues (notamment celle des entités spécialisées) dans le cadre de l'actualisation de la Définition de référence des IED.

### **Encadré 3. Objectifs et thèmes des réunions du DITEG, 2004-2005**

Le principal objectif du DITEG, créé conjointement par le FMI et l'OCDE, était d'identifier les problèmes liés aux concepts et aux méthodologies et d'adresser des recommandations au Comité d'experts de la balance des paiements créé sous les auspices du FMI et à l'Atelier sur les statistiques de l'investissement international de l'OCDE en ce qui concerne les questions soulevées par le DITEG, dont la liste figure ci-après:

1. Évaluation de i) l'investissement direct sous forme de participation et des ii) succursales
2. Investissement direct – règle des 10 % des parts avec droits de vote/participation au capital social et emploi
3. Investissement indirect – système des comptes consolidés, système des États-Unis ou participation de 50 % au capital social
4. Fusions-acquisitions
5. Bénéfices réinvestis
6. Réunion de toutes les questions liées à l'investissement direct (stocks, flux, revenu, entre filiales) dans une annexe du Manuel de la balance des paiements
7. Principe directionnel
8. Investissement inverse – classification
9. Entités spécialisées, sociétés-écrans, sociétés holding, sociétés *offshore* (unités, sectorisation, résidence, transactions)
10. Règle d'identification des succursales
11. Entités spécialisées
12. Intégration, dans l'investissement direct, des transactions entre entreprises d'investissement direct non financier (filiales à l'étranger) et filiales spécialisées du secteur financier
  - i) Identification du pays (bénéficiaire effectif, destination effective, pays d'accueil immédiat et pays investisseur immédiat)
  - ii) Principes de classification géographique (débiteur/créancier ou principe de l'agent économique)
13. Opérations d'investissement circulaire
14. Dette permanente entre filiales de services financiers intermédiaires

15. Terrains et bâtiments détenus par des non-résidents
16. Questions des échéances et éventail complet des instruments utilisés pour les investissements directs
17. Entreprises multiterritoriales
18. Agrément de l'investissement public auprès des autorités
19. Réunion de toutes les questions liées à l'investissement direct (transactions de biens et de services, revenu, flux financiers, stocks, entre filiales) dans une annexe du Manuel de la balance des paiements
20. Définition plus claire des termes, notamment: investisseur direct, entreprise affiliée bénéficiant de l'investissement direct, société mère, participation majoritaire et contrôle, entreprise multinationale, garanties de prêt et remise de dettes
21. Diverses situations particulières, y compris les activités bancaires: a) fixation des prix de transfert interbancaires; b) sociétés de transport; c) prospection des ressources naturelles et construction
22. Autres investissements (axés sur les instruments à court terme)
23. Transactions internes et montant des encours auprès des entreprises affiliées membres
24. Stock d'IED (mesure financière et mesure économique)
25. Évaluation des biens immobiliers
26. Méthodes comptables et normes comptables internationales
27. Principes du classement par branche d'activité (en fonction de l'investisseur direct ou de l'entreprise d'investissement direct)
28. Investissements de création de capacités
29. Accroissement des capacités
30. Fonds communs de placement (unités, sectorisation, résidence, transactions)

*Source:* DITEG.

26. Les décideurs et les chercheurs doivent pouvoir disposer de données, classées selon l'activité économique et le lieu géographique, pour saisir pleinement l'incidence de l'IED aux niveaux macro et microéconomique. Compte tenu des objectifs de développement auxquels ils participent, ils doivent évaluer non seulement l'importance des entrées d'IED, mais également leur utilité. Ils doivent avoir une idée précise de l'impact de l'IED sur les diverses branches d'activité pour pouvoir en mesurer les effets sur la croissance des exportations et le renforcement des technologies, déterminer les branches d'activité et les secteurs les plus concernés, évaluer le

niveau de concentration dans chaque branche d'activité et suivre l'évolution de la situation au fil du temps. Une information appropriée est également utile aux gouvernements qui envisagent d'adhérer à des conventions fiscales et des accords d'investissement et qui souhaitent évaluer leurs politiques d'IED dans une perspective de développement.

27. L'accès à des données opérationnelles et financières supplémentaires donnerait infiniment plus de moyens aux décideurs pour évaluer l'impact économique de l'IED et élaborer des politiques appropriées. Grâce à un large éventail de mesures statistiques concernant la production et les activités financières des STN, les données opérationnelles fournissent un ensemble d'informations supplémentaires qui, autrement, ne seraient pas disponibles. Ces données permettent d'avoir une idée plus spécifique et plus complète des activités opérationnelles des STN et de leur importance au niveau économique. Toutefois, ces informations sont encore plus difficiles à obtenir que les données d'IED rassemblées dans le cadre de la balance des paiements. Ces informations exigent davantage d'efforts, d'expertises et de ressources de la part des institutions chargées de les établir, souvent par le biais d'enquêtes auprès des filiales à l'étranger et des sociétés mères.

28. La qualité des statistiques de l'IED dépend, dans une large mesure, de l'exhaustivité, de l'actualisation, de la fiabilité et de la comparabilité internationale des données. Pour satisfaire ces critères, les compilateurs de statistiques doivent posséder une connaissance approfondie de la méthodologie utilisée pour l'établissement d'estimations relatives à l'activité d'IED, ainsi que des différents types d'aide institutionnelle à disposition pour l'enregistrement et le suivi adéquats de cette activité. Le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine des statistiques de l'IED comprend deux volets: le premier, lié à la méthodologie, prend en compte les principes et les règles méthodologiques des données d'IED et les activités des STN, tandis que le second est lié aux organisations ou aux institutions. Le premier suppose le développement d'instruments et de ressources humaines appropriés, tandis que le deuxième exige l'existence d'un cadre institutionnel ou organisationnel adapté afin de permettre aux organes pertinents de compiler et de traiter les données d'IED ainsi que les données opérationnelles des STN.

29. Des blocages importants au niveau institutionnel doivent être levés. D'une manière générale, la qualité des données est liée au savoir-faire de l'organisme qui les transmet. C'est pourquoi des arrangements institutionnels établissant le rôle et les fonctions des entités chargées de la collecte de données pertinentes sont essentiels au succès de la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités en matière de statistiques de l'IED. Certains pays ne disposent d'aucun organe chargé de la transmission des statistiques relatives aux IED et aux activités des STN. D'autres disposent d'entités multiples qui transmettent différentes séries de statistiques de l'IED, ce qui fait ressortir la nécessité d'une meilleure coordination entre elles. Dans chacun des cas, une valorisation des ressources humaines est indispensable. Une assistance technique spécialisée pourrait donc s'avérer nécessaire si l'on souhaite donner aux pays en développement la possibilité d'établir leur propre système de base de données d'IED et de STN.

30. L'assistance technique pourrait, par exemple, être accordée pour aider ces pays à établir des systèmes de compilation de données conformes aux normes méthodologiques internationales et créer la capacité locale nécessaire pour assurer la maintenance du système. La CNUCED a notamment fourni une assistance à certains pays en développement pour la collecte et la communication des statistiques de l'IED (voir encadré 4). Des initiatives en vue d'améliorer la fiabilité et la mise à disposition des données peuvent également être lancées au niveau régional.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est un exemple intéressant d'utilisation de la coordination et de la coopération régionales dans le domaine des statistiques de l'IED (voir encadré 5).

**Encadré 4. Exemples de coopération technique de la CNUCED dans le domaine des statistiques de l'IED**

Dans le cadre d'un projet conjoint CNUCED/CESAO sur le Renforcement des réseaux et des compétences concernant l'investissement étranger direct dans les pays membres de la CESAO, des ateliers nationaux ont été organisés, durant la période 2003-2005, au Bahreïn, en Jordanie, à Oman, en Arabie saoudite, en République arabe syrienne et au Koweït, pour l'établissement et l'application de normes méthodologiques internationales et la mise en place de systèmes de compilation et de diffusion de données afin de disposer de statistiques de l'IED comparables à l'échelle internationale. Après les ateliers de formation, les pays participants ont effectué – ou effectueront prochainement – leurs premières enquêtes sur l'IED en 2004-2005. Les premiers résultats des enquêtes réalisées (notamment en Arabie saoudite) figurent dans le Rapport sur l'investissement dans le monde de 2005 (CNUCED, 2005).

Dans le cadre du projet sur le Renforcement des capacités en matière de statistiques de l'IED en Afrique, qui vise à renforcer la capacité des pays africains en matière de collecte et d'analyse des flux d'IED sur leur territoire, un atelier sur le Renforcement des capacités aux fins de la promotion de l'IED en Afrique: tendances, compilation des données et incidences sur les politiques, a été organisé conjointement par la CNUCED, la CEA et l'InWent en novembre 2004 à Addis-Abeba (Éthiopie). Ce projet est financé par l'*Internationale Weiterbildung und Entwicklung* (InWent) du Gouvernement allemand. L'atelier était organisé à l'intention des banques centrales, des bureaux de statistique nationaux, des organismes de promotion de l'investissement et des décideurs en vue d'examiner les problèmes rencontrés par les pays d'Afrique dans la compilation de statistiques de l'IED comparables et homogènes. À cette occasion, les participants des gouvernements de 10 pays se sont prononcés unanimement en faveur de l'établissement d'un réseau régional de compilateurs et de statisticiens en matière d'IED. Le réseau ainsi créé aurait notamment pour objectifs de réduire les écarts entre les données et d'améliorer leur qualité (à l'échelle régionale et nationale), de travailler en réseau, de partager les expériences et renforcer les capacités au niveau régional, et enfin, d'appuyer l'élaboration et l'analyse des politiques.

*Source:* CNUCED.

31. Étant donné la fragilité des systèmes statistiques existant dans les pays en développement en matière d'IED et de STN, les experts souhaiteront peut-être débattre des mesures et des politiques nécessaires au renforcement des capacités des services nationaux en ce qui concerne la compilation, la diffusion et l'analyse de ces statistiques pour faire en sorte de mieux répondre aux besoins des décideurs et de leur fournir des données pertinentes, précises et récentes qui les aideront dans leurs décisions en matière de politique d'investissement.

**Encadré 5. Groupe de travail de l'ANASE sur les statistiques de l'IED**

À la vingt-neuvième réunion des Ministres de l'économie de l'ANASE, qui se tenait le 16 octobre 1997 à Kuala Lumpur, les Ministres ont déclaré que l'établissement d'une zone d'investissement ANASE permettrait d'améliorer la compétitivité de la région et mettrait l'ANASE en meilleure position pour attirer des IED de plus en plus importants dans la région. Pour suivre et mesurer les progrès accomplis par la zone d'investissement ANASE, il est primordial de procéder à une analyse régulière, sur une base consolidée, des flux d'IED s'inscrivant dans le cadre de l'élaboration des politiques de l'ANASE. La réunion a conclu à la nécessité absolue de pouvoir disposer de statistiques de l'IED comparables dans la région de l'ANASE. De plus, les données d'IED comparables constitueraient une information précieuse pour les investisseurs, les décideurs et les administrations publiques. À cette fin, les responsables des organismes d'investissement de l'ANASE ont créé en 1998 une Équipe spéciale des statistiques de l'IED qui, par la suite, est devenue le Groupe de travail des statistiques de l'IED.

Le Groupe a pour principal objectif d'élaborer une voie d'approche harmonisée ou comparable pour la mesure, la collecte et la communication des statistiques de l'IED en vue de donner toute leur dimension aux flux et aux tendances de l'IED dans la région et de permettre au Conseil de la zone d'investissement ANASE de suivre l'évolution de la situation dans le cadre de l'accord passé. La dimension régionale des flux d'IED au sein de l'ANASE offrirait une meilleure base pour l'évaluation objective indispensable à la réalisation des objectifs de l'association en matière d'investissement. Le Groupe, qui se réunit deux fois par an, a contribué à améliorer les statistiques de l'IED dans chaque pays membre. La CNUCED a exercé une fonction consultative au sein du Groupe de travail.

*Source:* Secrétariat de l'ANASE.

**Questions à l'intention des experts**

32. Les experts souhaiteront peut-être examiner les questions ci-après:

- Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les pays en développement, en particulier les PMA, dans la compilation des statistiques de la balance des paiements en matière de flux et de stocks d'IED?
- Eu égard à la pénurie des ressources, dans quelles régions est-il le plus urgent d'améliorer la disponibilité et la comparabilité des données d'IED?
- Quelles actions devraient être prioritaires, pour quel type de données et quel type d'information? Quel programme d'activités faudrait-il établir?
- Quelles règles de conduite les gouvernements devraient-ils adopter lors de l'utilisation de statistiques de l'IED dans le processus de décision des politiques nationales?
- Quelle serait la façon la plus efficace de partager les expériences nationales et régionales pour les pays en développement?

- Quel rôle la coopération régionale peut-elle jouer dans l'harmonisation de la compilation et de la transmission des données en matière d'IED et de STN, ainsi que dans l'amélioration de la diffusion des informations en question? Comment améliorer le travail en réseau et renforcer les partenariats, dans ces différents domaines, entre pays de différentes régions?
- Quels sont les besoins d'assistance technique des pays en développement qui ne disposent actuellement pas de systèmes appropriés pour la collecte et la transmission des données? Comment aider au mieux les PMA dans ce domaine?

### Bibliographie

FMI (1993) *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition (Washington, D.C.: FMI).

FMI et OCDE (2003). *Foreign Direct Investment Statistics: How Countries Measure FDI 2001* (Washington, D.C. et Paris: FMI et OCDE).

OCDE (1996) *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, troisième édition (Paris: OCDE).

Nations Unies, Commission européenne, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, CNUCED et Organisation mondiale du commerce (2002). *Manuel des statistiques du commerce international des services*, publication des Nations Unies, numéro de vente: E.02.XVII.11 (New York: Nations Unies).

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2000). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2000: Ventes-acquisitions internationales et développement*, publication des Nations Unies, numéro de vente: E.00.II.D.20 (New York et Genève: Nations Unies).

\_\_\_\_\_ (2005). *Rapport sur le développement dans le monde 2005: Sociétés transnationales et internationalisation de la R-D*, publication des Nations Unies, numéro de vente: E.05.II.D.10 (New York et Genève: Nations Unies).

Département du commerce des États-Unis (2005). "*Foreign direct investment in the United States: Details for historical-cost position and related capital and income flows, 2003*", *Survey of Current Business*, septembre 2004, pp. 61–99.

-----